

PENSER LE SABOTAGE À L'ÈRE DU CAPITALISME NUMÉRIQUE

Samuel LAMOUREUX

Le 4 décembre 1934, la professeure de philosophie Simone Weil se rend dans une usine. Celle-ci en a assez des théoriciens radicaux et des leaders communistes qui, selon elle, se cantonnent à des abstractions. Elle souhaite se confronter à « la vie réelle » (Weil, 2002[1951], p. 13). La jeune femme de 25 ans est alors embauchée chez Alsthom pour devenir ouvrière sur presse. De décembre 1934 jusqu'en août 1935, celle-ci consigne son expérience dans son *Journal d'usine* ainsi que dans plusieurs lettres écrites à ses amis. Elle y écrit qu'en moins de deux à trois semaines son travail lui a fait perdre le sentiment de sa dignité « sous le coup d'une contrainte brutale et quotidienne » (Weil, 2002[1951], p. 59), en plus de lui faire sentir qu'elle ne possède aucun droit. Simone Weil cherche en vain des camarades et finit par s'habituer à cette « docilité de bête de somme résignée » (Weil, 2002[1951], p. 59). La révolte écrit-elle plus tard dans son journal, « est impossible, sauf par éclairs. D'abord, contre quoi ? On est seul avec son travail, on ne pourrait se révolter que contre lui » (Weil, 2002[1951], p. 104).

Cette hypothèse, consistant à « s'attaquer » à personne « en dehors du travail lui-même » (Weil, 2002[1951], p. 53), correspond à une pratique : le sabotage¹. Le sabotage est né avec le capitalisme : dès la transition du servage au capitalisme agraire, des paysans détruisaient les nouveaux outils agricoles (Hobsbawm, 1967). Dès le début du capitalisme industriel au XIX^e siècle, les ouvriers brisaient les machines dans les usines. Dès le développement du taylorisme au début du XX^e siècle, les travailleurs tentaient de réduire le rendement des machines (Roy, 2000 ; Braverman, 1976). Ainsi, à chaque transition d'une forme institutionnelle du capitalisme² à une autre, un nouveau

1. Contrairement à la littérature scientifique en management qui tend à condamner fortement le sabotage (Analoui, 1995), je tends dans cet article à adopter une position légèrement sympathique aux mouvements de sabotage dans l'histoire du mouvement ouvrier, qui sont bien souvent, comme l'ont démontré E. P. Thompson et Eric Hobsbawm, des actes rationnels et organisés formulés en dernier recours contre une situation d'injustice.

2. Pour l'École de la régulation, il y aurait quatre formes institutionnelles du capitalisme : le proto-capitalisme ou la transition au capitalisme, le capitalisme industriel-tayloriste, le capitalisme monopoliste-fordiste et le capitalisme numérique-flexible, parfois appelé de plateforme ou financier (Boyer, 2004).

mouvement de sabotage émerge avec des tactiques différentes (Mars, 2019 ; Pinsolle, 2015). Comme le souligne l'historien François Jarrige, les oppositions à la technique suivent un rythme « cyclique » et « accompagnent chaque phase de reconfiguration du monde industriel », elles s'intensifient « dans les moments de crise » et refluent « dans les périodes de cadrages modernisateurs » (Jarrige, 2014, p. 345).

Quels sont alors, et ce sera le fil rouge de ce texte, les types de sabotage caractéristiques du capitalisme numérique ? S'agit-il encore de casser des machines ou plutôt de s'inscrire dans des mouvements de sabotage de logiques algorithmiques plus complexes et souterraines ? Alors que les grandes usines et leurs machines disparaissent ou se délocalisent, le sabotage concerne de plus en plus une résistance parfois subtile envers les nouvelles technologies de la communication et de l'information (TIC).

Pour analyser ce phénomène, je reviendrai tout d'abord sur les débats entourant l'histoire du sabotage du début du XIX^e siècle jusqu'à aujourd'hui. Je présenterai ensuite mon cadre théorique qui est inspiré du capitalisme numérique tel que théorisé par Fuchs (2020), Srnicek (2018) et les économistes institutionnalistes. Je proposerai pour finir trois formes de sabotage adaptées au capitalisme numérique : le sabotage classique (qui tend à disparaître des lieux de travail mais à réapparaître dans l'art contemporain ou la performance) le sabotage subtil (qui se présente comme un détournement ou une réappropriation des plateformes algorithmiques pour des fins alternatives) et la résistance aux technosciences (dans la vie quotidienne hors de l'usine, par exemple la résistance à l'accélération, à l'internet des objets, à l'idéologie de la connexion permanente, etc.). La méthodologie pour cet article consiste en une recherche documentaire sur le sabotage (mots clés : sabotage, sabotage subtil, résistance technoscience, déconnexion, non-usage) ainsi qu'une relecture du sabotage dans l'histoire de la résistance au travail du XIX^e siècle jusqu'à aujourd'hui.

LE SABOTAGE : THÉORIE ET CRITIQUE

Le sabotage, qui dérive du mot sabot³, se définit traditionnellement comme l'action qui consiste à endommager, perturber ou subvertir les opérations d'une machine ou d'une organisation (Albertelli, 2016 ; Brown, 1977). La

3. Pour certains chercheurs, l'origine du mot sabotage proviendrait des ouvriers qui auraient jeté leurs sabots dans les engrenages des machines à tisser au XIX^e siècle (Giesberg, 2001),

destruction de machines, les incendies volontaires, les grèves du zèle ou encore le freinage ou le ralentissement volontaire de la production sont considérés comme des actions de sabotage (Ambrose *et al.*, 2002). Certains incluent aussi l'absentéisme (Dubois, 1976). Toutefois, comme l'écrit Albertelli (2016), le sabotage n'est ni de la pure destruction, ni un attentat, ni du terrorisme : il s'agit d'un acte « conscient et intentionnel » qui « s'intègre dans une stratégie » de résistance plus globale et qui vise non des humains mais uniquement « des biens matériels » (Albertelli, 2016, p. 10-11). Le sabotage est aussi une action bien souvent clandestine et illégale (Albertelli, 2016).

Pour le libéralisme ou le conservatisme, le sabotage est un comportement déviant qui est à combattre et criminaliser (Analoui, 1995 ; Crino, 1994). Le marxisme, du moins dans sa forme classique, est sensiblement d'accord avec cette position. En effet, pour les marxistes orthodoxes, le sabotage est un acte infantile et immature de la classe ouvrière que les leaders des partis socialistes doivent condamner. Dans le premier livre du *Capital*, Marx écrit ainsi qu'il :

Faut du temps et de l'expérience avant que les ouvriers, ayant appris à distinguer entre la machine et son emploi capitaliste, dirigent leurs attaques non contre le moyen matériel de production, mais contre son mode social d'exploitation (Marx, 1977 [1867], p. 303).

Pour le marxisme tel qu'interprété par ses théoriciens de la Deuxième Internationale comme Lénine, les actions individuelles telles que le sabotage ou la participation à une émeute sont donc à prescrire aux dépens de mouvements qui augmentent véritablement la conscience de classe comme les grèves ou les manifestations organisées par le Parti communiste (Albertelli, 2016). Cela s'explique par le fait que de nombreux socialistes de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle envisageaient que le problème n'était pas la technique, considérée comme neutre, mais bien le contrôle de la technique aux mains des capitalistes (Jarrige, 2014, p. 116 ; Ellul, 1977). Le fantasme productiviste de ces militants s'incarnait dans la croyance qu'une machine libérée du joug des capitalistes serait au service de la classe ouvrière (Ouellet, 2020). À l'exception de circonstances uniques comme la résistance à l'occupation allemande pendant la Deuxième Guerre mondiale, le sabotage fut le plus souvent rejeté par les syndicats et les leaders ouvriers (Albertelli, 2016 ; Dubois, 1976). Cette conception perdure encore dans les groupes

d'autres expliquent plutôt que le mot est originalement péjoratif et que « les sabots » désignaient des ouvriers qui effectuaient du travail de mauvaise qualité (Albertelli, 2016).

militants marxistes-léninistes aujourd'hui : lors d'un événement organisé par les jeunes socialistes de mon université au printemps 2020, plusieurs militants m'ont commenté leur profond désarroi face à mon intention d'écrire un article sur le sabotage, ceux-ci préférant que je me concentre sur les luttes véritablement dignes d'attention comme les grèves et les piquetages.

Or ce que les marxistes orthodoxes tendent à minorer est le fait que Marx ne consacre qu'une page au mouvement des luddites dans *Le Capital* (et qu'il a au contraire grandement critiqué le machinisme notamment dans le « fragment sur les machines » dans les *Grundrisse*), tandis que les historiens radicaux tels E. P. Thompson et Eric Hobsbawm ont fourni des analyses qui vont à l'inverse des jugements traditionnels et qui réhabilitent au contraire ces mouvements de révolte. Pour ces deux historiens, le mouvement des luddites, le premier grand mouvement de sabotage, surtout actif entre 1811 et 1812, n'est pas une courte parenthèse dans l'histoire ouvrière mais un des moments fondateurs de la conscience de classe des ouvriers et des ouvrières britanniques (Bourdeau *et al.*, 2006b).

Ainsi, pour E. P. Thompson, les « formes primitives de révolte ouvrière » de la fin du XVIII^e siècle et du début du XIX^e, qui incluent par exemple « la destruction de métiers à tisser la soie » ou encore « le bris des clôtures entourant des terrains communaux ou l'incendie de meules » (Thompson, 2012 [1988], p. 78), ne sont pas des révoltes immatures mais plutôt des formes de résistance hautement organisées qui « bénéficiai[en]t de la protection de la communauté tout entière » (Thompson, 2012 [1988], p. 80). Les actions de sabotage tout comme les émeutes, représentaient la résistance des ouvriers et des paysans face au déclin de l'économie morale traditionnelle devant la montée de l'économie de marché. Pour Thompson, la « vraie destruction » à la fin du XVIII^e siècle n'est donc pas celle des machines, comme les métiers à tisser par les luddites, mais bien la destruction des coutumes précapitalistes par l'économie de marché :

Ce qui était en cause, c'était la « liberté » du capitaliste de détruire les coutumes du métier par l'introduction de nouvelles machines, par le système de la grande industrie, par la concurrence sans limites qui diminuait les salaires, éliminait les rivaux et détériorait la qualité du travail (Thompson, 2012 [1988], p. 723).

François Jarrige, dans la lignée de ces historiens critiques, réhabilite aussi les actes de sabotage dans son livre *Technocritiques* (2014). Loin de considérer

les actions des artisans ou des paysans du XIX^e siècle comme arriérées, celui-ci les dépeint plutôt comme faisant partie d'un mouvement de résistance vaste, fluide et rationnel qui proposait même des alternatives. Ainsi, lorsqu'on examine le sabotage d'abord présent dans l'industrie du textile au début du XIX^e siècle, ou bien dans l'imprimerie vers le milieu de ce siècle ou encore dans l'industrie agricole au début du XX^e, il faut toujours concevoir ces luttes, autant dans les métropoles que les colonies, comme des stratégies des travailleurs et des travailleuses pour préserver « leur indépendance et garder le contrôle sur l'organisation du travail » (Jarrige, 2014, p. 51). Comme le dit Jarrige :

Plutôt que le refus d'un progrès abstrait et inéluctable, les oppositions populaires peuvent être interprétées comme des tentatives pour négocier ces transformations en préservant les modes de vie et les qualifications établies, en défendant des technologies flexibles et souples contre les nouvelles machines de la grande industrie (Jarrige, 2014, p. 54).

En effet, les actions de sabotage sont souvent accompagnées de revendications positives. E. P. Thompson explique que les luddites, en plus de détruire des machines, proposaient des réformes comme l'augmentation du salaire minimum, des réglementations sur la santé et la sécurité au travail et une requalification digne et immédiate des travailleurs et des travailleuses déqualifiées par les machines (Thompson, 2012 [1988], p. 726). Ivan Illich (1973) dans les années 1970 s'opposait dans le même sens au règne de la voiture et des autoroutes aux États-Unis tout en proposant l'adoption de ce qu'il nommait des technologies « conviviales », c'est-à-dire qui se partagent et qui accroissent l'autonomie et qu'on pourrait appeler dans des mots plus conformes aux débats d'aujourd'hui des « basses technologies » (des *low-techs*) (Bihouix, 2014).

Ces contributions permettent de préciser que lorsque les travailleurs ou les travailleuses détruisent une machine, il ne s'attaque jamais simplement à un bout de matière mais bien à un rapport social. Comme le dit Jarrige, la technique n'a pas d'essence en soi :

Comme la science, la technique en soi n'existe pas ; elle n'a pas d'essence, elle est un assemblage de matières, de rapports sociaux, de pouvoirs politique et économique, historiquement situés. Critiquer la technique de façon générale a peu de sens ; à travers les techniques, c'est toujours un certain type d'agencement sociopolitique qui est en jeu (Jarrige, 2014, p. 14)

Toutefois, les analyses contemporaines qui s'intéressent au sabotage en sciences sociales se limitent souvent au début du capitalisme industriel ou à des circonstances exceptionnelles comme l'occupation allemande (Albertelli, 2016 ; Pinsolle, 2015 ; Bourdeau *et al.*, 2006a). Lorsqu'elles traitent du sabotage aujourd'hui, les analyses prennent encore pour sujet les usines sans considérer les mutations du capitalisme et de ses différentes formes institutionnelles (Bouquin, 2011 ; Bérout, 2010). En effet, excluant les articles en science de la gestion pour qui le sabotage (ces articles parlent fréquemment de « comportements déviants ») est un acte criminel et rétrograde à condamner par un meilleur contrôle des salariés⁴ (Ambrose *et al.*, 2002 ; Giesberg, 2001 ; Klein, Leong et Silva, 1996 ; Analoui, 1995 ; Crino, 1994), très peu d'articles ont tenté d'analyser le sabotage dans le travail numérique post-fordiste. On pourrait donc croire, comme l'a titré France Culture en 2017, que plus personne ne brise les machines (le titre exact de l'émission était : « Pourquoi ne brise-t-on plus les machines ? »).

Or mon hypothèse est que le sabotage, tout comme le capitalisme, s'est transformé et qu'il est impossible d'en constater les effets en regardant le monde du travail comme s'il n'avait pas changé depuis le XIX^e siècle. Comme l'affirment les marxistes autonomistes depuis les années 1970, chaque forme du capitalisme amène une composition de classe différente (Wright, 2007 ; Hardt et Negri, 2013). La théorie classique de la pacification des mouvements sociaux⁵ (Shorter et Tilly, 1971) depuis le début du XX^e siècle peut donc être lue de manière plus subtile : les travailleurs et les travailleuses mobilisent les mêmes stratégies qu'avant mais dans des configurations différentes (Bérout, 2010). C'est ce que je tenterai de démontrer en définissant tout d'abord ce qu'est la forme institutionnelle présente du capitalisme : le capitalisme numérique.

4. Les sciences de la gestion tendent également à complètement dépolitiser le sabotage en infantilisant les travailleurs. Crino (1994) écrit par exemple que des travailleurs peuvent simplement saboter pour avoir du plaisir entre eux : « Changing the time on the punch clock, or pulling the fire alarm may add just the right level of excitement to an otherwise boring day » (Crino, 1994, p. 317). La solution pour de nombreux chercheurs est alors d'améliorer la communication entre les gestionnaires et les travailleurs pour que ces derniers soient plus satisfaits de leur « milieu de vie » (Analoui, 1995). Il est important pour les gestionnaires de faire miroiter des « possibilités d'avancement » aux travailleurs pour que ceux-ci adhèrent à la mission de l'entreprise (Giesberg, 2001).

5. Pour Shorter et Tilly (1971), l'institutionnalisation du syndicalisme au XX^e siècle correspond au déclin des techniques d'affrontement direct et donc à la pacification des conflits sociaux.

LE CAPITALISME NUMÉRIQUE ET LA SOUMISSION VIRTUELLE DE LA PRATIQUE SOCIALE

Le capitalisme numérique est une dimension de la société contemporaine où l'accumulation du capital, mais aussi de l'influence et de l'hégémonie culturelle, est médiatisée par les technologies numériques telles que l'ordinateur, internet, le téléphone mobile, les tablettes, les robots, les technologies « intelligentes » basées sur l'IA, etc.⁶.

Fuchs décrit dans cette citation le capitalisme numérique⁷ comme une forme de capitalisme où l'accumulation du capital est médiatisée par les TIC comme les ordinateurs, internet ou les dispositifs dits intelligents (Fuchs et Mosco, 2015). Pour Fuchs (2010 ; 2012 ; 2020), le cycle d'accumulation du capitalisme numérique est caractérisé par quelques changements fondamentaux par rapport au cycle d'accumulation du capitalisme libéral tel que décrit par Marx dans *Le Capital* (A-M-A'), surtout l'importance accordée aux données personnelles. Mais la meilleure manière de comprendre cette forme du capitalisme est de la comparer à la forme institutionnelle qui la précède : le capitalisme monopoliste.

Le capitalisme monopoliste

Le capitalisme monopoliste se caractérise par l'apparition à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle de quatre phénomènes interdépendants : la montée de la corporation, un anglicisme utilisé pour désigner l'entreprise intégrée, la consolidation des marchés monopolistiques ou oligopolistiques ainsi que du système financier et l'incorporation de la science dans la grande industrie qui se manifeste principalement par le système des brevets (Pineault, 2008 ; Nitzan et Bichler, 2012 ; Duhaime, 2020).

6. « *Digital capitalism is a dimension of contemporary society where the accumulation of capital, influence, and cultural hegemony is mediated by digital technologies such as the computer, the Internet, the mobile phone, tablets, robots, AI-driven ("smart") technologies, etc.* » (traduction de l'auteur).

7. Certains préfèrent parler de capitalisme algorithmique (Durand Folco, 2020) pour pointer du doigt l'importance des algorithmes et de l'intelligence artificielle. Pour ma part, je crois que la logique algorithmique est déjà annoncée dans les mutations du capitalisme numérique dans les années 1990 (Fuchs, 2020).

En effet, dès la fin du XIX^e siècle, des grands processus de fusions et d'acquisitions et de centralisation financière se mettent en place, par exemple dans l'industrie du chemin de fer (Carroll et Sapinski, 2018), pour créer des corporations monopolistiques dont l'une des caractéristiques principales est la séparation entre la propriété et la gestion – ce qu'on appelle les sociétés par actions. Ces corporations tentent d'accumuler du capital, redéfini comme la capitalisation d'un flux de revenus futurs, en fixant les prix et en utilisant différents mécanismes d'accumulation différentielle (des actifs intangibles) comme la publicité, le marketing, la recherche et le développement qui s'arrogent la propriété intellectuelle, le contrôle de l'accès au marché, l'image de marque, l'obsolescence programmée, etc.

Mais les capitalistes ne se regroupent pas pour le plaisir : la croissance économique est une contrainte, elle force les capitalistes à tenter d'écouler le plus de marchandises et de conquérir des parts de marché. Marx avait déjà identifié dans le livre 3 du *Capital* certaines contradictions internes de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit qui force la centralisation et l'accumulation du capital dans les mains des plus grandes entreprises :

La baisse du taux de profit accélère également la concentration du capital et sa centralisation par l'expropriation des petits capitalistes. [...] Elle favorise la surproduction. (Marx, 1968 [1879], p. 1586).

C'est toutefois Sweezy et Baran dans leur livre *Le Capitalisme monopoliste* (1968), ainsi que certains économistes postkeynésiens comme Kalecki qui ont le mieux théorisé cette évolution. Pour Kalecki, les profits sont égaux aux investissements et aux dépenses de consommation. La conséquence est que plus les corporations dépenseront en actifs intangibles, plus leurs profits seront grands (Sawyer, 1985). Baran et Sweezy énoncent sensiblement la même chose. La seule manière qu'a une grande entreprise de maintenir son taux de profit sur le temps long est d'augmenter sa puissance organisationnelle, c'est-à-dire de se consolider et d'investir dans des coûts indirects pour programmer la (sur)consommation des marchandises. Cette théorisation permet de comprendre pourquoi le capitalisme monopoliste est essentiellement l'histoire de la concentration du capital entre les mains des différentes multinationales contrôlant des industries stratégiques comme le pétrole ou des industries associées à son écoulement comme l'automobile.

Quel est l'effet du capitalisme monopoliste sur le travail ? Dans le premier livre du *Capital*, Marx décrit le passage de la soumission formelle à

la soumission réelle de la pratique sociale au capital. Dans le premier cas, les capitalistes tirent la survaleur de l'allongement de la journée de travail et dans le deuxième d'une plus grande productivité des travailleurs et des travailleuses. Les corporations du capitalisme monopoliste sont étroitement associées à la soumission réelle, c'est-à-dire à l'augmentation constante du rendement et de la productivité du travail, ainsi qu'à l'introduction du machinisme. Pour augmenter la productivité et le rendement du travail, les gestionnaires et les contremaîtres doivent essentiellement apprendre à discipliner les travailleurs en renforçant leur contrôle sur le procès de travail (c'est l'organisation scientifique du travail (Musso, 2017)). Selon Braverman (1976), cela se caractérise par la séparation entre la conception et l'exécution, par la division extrême du travail et par une constante déqualification des salariés. On peut en conclure que les travailleurs et les travailleuses sous le capitalisme monopoliste sont sous le joug d'installations qui parcellisent leurs tâches à l'extrême dans des chaînes de montage très complexes. Imaginé de manière purement esthétique, le capitalisme monopoliste est un monde dominé par le béton. C'est tout le contraire du capitalisme numérique qui tend à occulter ou à numériser dans des dispositifs algorithmiques ces présences au travail.

Le capitalisme numérique

Comme le fait remarquer Durand (2018), la première différence entre le capitalisme numérique et sa forme précédente est le type d'entreprise formant les plus grandes capitalisations boursières. Si à la fin du XX^e siècle le capital dominant était encore dans les mains des corporations pétrolières ou automobiles, le début du XXI^e est caractérisé par l'emprise des corporations numériques, notamment les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) et leurs deux homologues chinois (Tencent et Alibaba). De la manière la plus simple possible, on peut affirmer que cette transition⁸ représente une transformation dans les marchandises à capitaliser où les données personnelles, et non plus par exemple les automobiles ou le pétrole, incarnent le nouvel or noir (Srnicek, 2018). Cette réalité implique toutefois plusieurs changements importants (mais aussi plusieurs continuités) qui sont à analyser.

8. Cette transition n'est dans les faits pas si dichotomique. Intel est créée en 1968, Microsoft et Apple sont des entreprises des années 1970, Dell des années 1980, etc. Leur développement se comprend aussi par rapport à une logique dynamique et intersectorielle.

Commençons par le cycle d'accumulation du capital. Le capitalisme monopoliste entre encore dans la logique de la vente de marchandises matérielles, quoique de plus en plus administrées (par exemple, Wal-Mart). Le capitalisme numérique tend plutôt à créer des plateformes définies comme une « infrastructure numérique qui permet à deux ou à plusieurs groupes d'interagir » (Srnicek, 2018, p. 48 ; Fuchs, 2012). Premièrement, les corporations numériques investissent de l'argent pour acheter du capital : des technologies et des travailleurs (capital fixe et capital variable). Les employés de ces corporations produisent ensuite des plateformes, mais celles-ci ne sont pas des marchandises, elles ne sont pas vendues aux utilisateurs mais sont plutôt fournies gratuitement. Cette gratuité et le grand nombre de services attirent le public, ce public attirant lui-même constamment plus de public – c'est « l'effet de réseau », un phénomène bien connu en économie de l'information (Srnicek, 2018, p. 49 ; Rochet et Tirole, 2003). Les corporations numériques collectent et analysent les données des utilisateurs de leurs plateformes. Cette nouvelle marchandise est vendue aux annonceurs ou à d'autres clients comme les agences de crédit ou d'assurance. Les corporations ont ainsi de l'argent nouveau, et le cycle recommence (Fuchs, 2012, p. 44). Comme dans le capitalisme monopoliste, le profit des corporations numériques est également stimulé par une logique de rente produite par le contrôle de l'accès au marché et par des processus de fusions et d'acquisitions (Durand, 2018).

La captation et le stockage de données impliquent également une logique de surveillance (Foster et McChesney, 2014). Les corporations numériques s'inscrivent en effet dans la surveillance des utilisateurs de leurs plateformes en accumulant, massifiant et analysant leurs données (Henrichon, 2020). Grâce à ces mégadonnées qui collectent et agrègent les traces numériques des utilisateurs, les gestionnaires de ces corporations ont le fantasme de pouvoir prédire le comportement de leurs utilisateurs et de pouvoir personnaliser leurs interfaces, par exemple en leur proposant des publicités qui s'agencent avec leurs besoins du moment. Poussé à l'extrême cette logique dépossède les citoyens de leur capacité d'agir pour les déléguer à des machines (l'internet des objets) qui peuvent choisir à leur place leurs besoins de consommation (Vioulac, 2018).

La question du lien entre le capitalisme de plateforme et le travail est une question difficile. Le problème est que ce système tend à brouiller les frontières entre travail et loisir et entre production et consommation (la prosomation). Il est toutefois possible de dégager des tendances qui indiquent un

renforcement de l'emprise du capital sur la force de travail. Pour Duhaime (2020), la forme actuelle du capitalisme est ainsi caractérisée par la soumission virtuelle de la pratique sociale au capital. Comme il l'écrit :

Si la soumission formelle renvoie chez Marx à l'intégration de pratiques sociales préexistantes – passées – au mode de production capitaliste, et que la soumission réelle renvoie aux bouleversements – au présent – de leurs modalités organisationnelles et techniques, la soumission virtuelle renvoie quant à elle à la capacité à déterminer et contrôler les formes à venir – futures – des pratiques de production et de consommation à travers l'invention de nouveaux objets d'usage et la création de nouveaux besoins (Duhaime, 2020, p. 94).

Cela veut dire le capitalisme de plateforme crée non pas simplement une injonction à une hausse de la productivité comme dans le capitalisme monopoliste, mais bien une injonction à constamment créer de nouveaux produits d'usage et des nouveaux besoins auxquels correspondent des nouvelles pratiques de production et de consommation. Plus simplement : le capitalisme de plateforme colonise la créativité.

Qu'en est-il maintenant des machines à possiblement saboter qui sont au centre de notre propos ? Dans le capitalisme industriel, le fileur n'a qu'à lancer son sabot dans la machine à tisser qui se trouve devant lui. Sous le capitalisme monopoliste, c'est la chaîne de montage au complet qui doit être perturbée ou freinée. Le capitalisme numérique, et c'est sa difficulté, a plutôt tendance à créer des artefacts dont l'architecture et le fonctionnement demeurent majoritairement inconnus et invisibles aux usagers. Pour se coordonner, les luddites du XIX^e auraient probablement besoin aujourd'hui de Facebook pour créer des groupes ou des événements. Pour Hardt et Negri (2013), le travailleur sous le régime du capitalisme numérique est constamment médiatisé : grâce à son téléphone ou son réseau social, celui-ci peut (et est appelé à) rester à son poste n'importe où et n'importe quand. Le capitalisme numérique sort donc la machine de l'usine pour la mettre dans la poche des travailleurs, ceux-ci étant maintenus dans un état de sollicitation permanente grâce aux multiples alertes et notifications (Hardt et Negri, 2013). Par conséquent, la conscience des travailleurs n'est pas « scindée, mais plutôt fragmentée et dispersée ». (Hardt et Negri, 2013, p. 26). Ne trouvant plus de temps pour lui-même, le travailleur se retrouve constamment en réaction, connecté à l'alerte ou l'ordre qu'il attend de recevoir (Casilli et Bouquin, 2020 ; Bryan *et al.*, 2009).

Cette colonisation des rapports sociaux provoque des formes de résistance variées. Les formes les plus visibles sont certainement les mouvements tentant de se réapproprier l'espace public ou des territoires, par exemple le mouvement Occupy ou les Zones-à-défendre. Cependant, des pratiques de sabotage ont toujours existé parallèlement aux mouvements officiels. C'est ce que je tenterai d'analyser dans la prochaine partie.

LE SABOTAGE CLASSIQUE DES TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES

Les TIC ont tellement colonisé les rapports sociaux que les mouvements de destruction directe sont de plus en plus rares : détruire son téléphone est maintenant considéré comme détruire une partie de soi-même (France Culture, 2017).

Des mouvements de sabotage classique des technologies numériques ont pourtant existé à la fin du XX^e siècle (Hodson, 1995 ; Jones, 2006 ; Jarrige, 2014). Un groupe militant néo-luddite nommé le Comité liquidant ou détournant les ordinateurs (le Clodo) a par exemple incendié plusieurs entreprises d'informatique dans la région de Toulouse en France au début des années 1980 (Jarrige, 2014, p. 300). Les militants, composés en grande partie d'informaticiens, dénonçaient l'ordinateur qu'ils considéraient comme un instrument de contrôle et de fichage. Des groupes ont également fait des actions au début des années 2000 pour détruire des bornes biométriques dans des lieux publics ou, de manière plus internationale et organisée, des champs de maïs transgéniques. Selon Jarrige, ce type de sabotage a toutefois été largement délégitimé par les actions violentes de Theodore Kaczynski, surnommé « Unabomber », qui pendant vingt ans a envoyé des colis piégés à des informaticiens aux États-Unis, le tout faisant plusieurs morts (Jarrige, 2014, p. 322). De manière plus générale, le climat politique du XXI^e est peu propice aux actions directes et violentes qui sont rapidement réprimées et classées comme étant du « terrorisme domestique » (Ocqueteau, 2019).

C'est pourquoi il faut se tourner vers la fiction et l'art contemporain pour apercevoir des opérations de sabotage classique du capitalisme numérique. Dans son film *La Belle Verte* (1996), Coline Serreau met en scène une société extraterrestre vivant en complète harmonie écologique et sa rencontre avec les Terriens « arriérés ». Le personnage principal Mila visite alors la terre avec son instrument « de déconnexion » cherchant à libérer les humains du joug de l'industrie. Lors d'une scène de déconnexion collective, tous les habitants

de la ville se lèvent de leur salon et décident de lancer leur télévision par leur fenêtre pour se libérer du divertissement et de la société de consommation.

Dans son roman culte de science-fiction *Ubik*, l'auteur Philip K. Dick met quant à lui en scène un monde futuriste où toutes les actions humaines ou presque sont marchandisées. Les personnages doivent payer pour utiliser leurs machines à café, pour se laver et même pour communiquer entre eux. Quand le personnage Joe Chip n'a plus d'argent pour sortir de son appartement, celui-ci prend un tournevis pour démonter sa porte qui lui réclame vainement son cinq cents. « Je vous poursuivrai en justice », dit-elle (Dick, 2019 [1970], p. 35). À la fin du roman, les personnages apprécient mieux le monde de 1939 où ils se retrouvent condamnés que le monde de 1990 d'où ils proviennent : les outils sont certes plus archaïques mais aussi plus fiables et moins commerciaux. Ce roman est visionnaire car les idéologues du capitalisme numérique prédisent eux aussi que le cloud et l'intelligence artificielle deviendront ubiquitaires (Steinhoff, 2018).

Le sabotage classique des technologies numériques est également bien vivant dans les pratiques artistiques contemporaines. De nombreux artistes, qu'ils se réclament de la performance ou de la peinture, de l'installation ou de l'architecture, revendiquent aujourd'hui une filiation avec l'histoire du sabotage ouvrier (Morisset, 2009). L'architecte-artiste (ou l'artiste-architecte) Didier Faustino, par exemple, travaille étroitement depuis le début des années 2000 sur la relation entre espace, corps et démantèlement des systèmes de contrôle biopolitiques. La pratique du créateur du défunt *Laboratoire d'Architectures Performances et Sabotages* (LAPS) vise précisément à saboter « les procédures conventionnelles » (Morisset, 2009) de l'architecture matérielle et numérique. L'artiste et son équipe retournent fréquemment contre eux-mêmes les termes des concours ou des commandes pour lesquels ils répondent. Son projet « corps en transit », par exemple, visait à créer une valise pour faire voyager clandestinement des réfugiés, sabotant ainsi la logique sécuritaire et les frontières des pays occidentaux (Morisset, 2009 ; Stream, 2008). Comme le dit Faustino : « Je pense que l'architecte doit explorer de sorte à mettre en place de nouveaux protocoles de négociation avec le pouvoir et le capital, quitte à prendre le risque de ne plus être un architecte » (Stream, 2008). Le sabotage est aussi particulièrement populaire dans l'art contemporain d'Amérique latine où de nombreux artistes ont des pratiques qui regroupent l'oblitération, l'attaque ou l'interruption bien souvent dans des cadres humoristiques ou de « *self-undoing* » (Halart et Ezcurra, 2016 ; Gamboni, 1997). Certaines interventions d'artistes-hackers, lorsqu'elles

visent à alerter le public au sujet d'une technologie de contrôle, peuvent également être considérées comme du sabotage du capitalisme numérique (Mitnick et Simon, 2009).

Il faudrait toutefois ajouter que si le sabotage classique est aujourd'hui relativement absent des pratiques de résistance, même clandestine, c'est parce que ces pratiques n'ont plus d'effet et, pire, entrent dans la logique productiviste des corporations numériques. En effet, avec l'institutionnalisation de l'obsolescence programmée, les dispositifs numériques ont tendance à se briser par eux-mêmes après un certain temps d'utilisation (Keucheyan, 2019). Logiquement, détruire son téléphone n'est pas une pratique de résistance quand celui-ci se serait brisé lui-même et surtout lorsqu'une armée de réserve se situe derrière lui. Paradoxalement, la pratique subversive est au contraire celle de faire durer son dispositif le plus longtemps possible en le faisant réparer (Keucheyan, 2019). Face à cet effritement des pratiques de sabotage classique, mon hypothèse est que d'autres formes de sabotage plus « subtiles » émergent, notamment sur les lieux de travail, mais aussi dans la vie quotidienne.

LE SABOTAGE SUBTIL : COMMENT DÉTOURNER L'ALGORITHME

Les études classiques de Donald Roy (2000) sur le freinage montraient que les ouvriers peuvent élaborer des stratégies communes pour ralentir la production. En fait, nous le savons peut-être même depuis les notes de l'ingénieur Frederick Winslow Taylor qui faisait tout pour contrecarrer ces tendances à la fin du XIX^e siècle (Braverman, 1976). Or la question est de savoir comment ces stratégies de sabotage subtil du travail⁹, des pratiques qui consistent à saboter la production (ou la productivité) par des moyens indirects et des types de comportements non coopératifs, peuvent s'adapter au travail sous le capitalisme numérique. Je mettrai l'accent ici particulièrement sur ce qu'une nouvelle littérature en sociologie du travail nomme le travail de plateforme ou le *digital labor* (Casilli et Bouquin, 2020 ; Flichy, 2019 ; Abdelnour et Bernard, 2018 ; Gaborieau, 2017 ; Cardon et Casilli, 2015 ; Fuchs, 2014).

9. Les termes de « sabotage subtil » m'ont été inspirés par Bunce (2017) qui, dans son ethnographie de la salle de rédaction de Reuters à Nairobi au Kenya, identifie plusieurs tactiques de « sabotage subtil » (*subtle forms of sabotage*) employées par les journalistes pour résister aux injonctions de publication en temps réel formulées par les gestionnaires.

Pour Casilli (2019), le *digital labor* se décompose en trois grandes familles : le microtravail, le travail social en réseau et le travail à la demande réalisé sur les différentes applications comme *Uber Eats*, ces dernières plateformes se déployant comme des hybrides marché-entreprise qui relient des clients et des prestataires de service. Je me concentrerai sur cette dernière forme dans la continuité de différents travaux (Leonardi *et al.*, 2020 ; Jan, 2018 ; Scholz, 2016).

La première chose à constater est que « tirer au flanc » semble devenir plus difficile lorsque le travail est médiatisé par une plateforme. Les technologies de l'information contrôlées par les gestionnaires permettent « de mener la chasse aux temps morts », ou encore d'introduire de nouvelles exigences vis-à-vis des travailleurs « qui débordent amplement sur leur vie privée » (Durand, 2020, p. 56-57). Cela se matérialise par exemple par le port d'un casque d'écoute avec guidage vocal qui indique tels colis à préparer et transporter dans l'entrepôt ou encore par l'utilisation d'une application qui suggère aux livreurs quel est le chemin le plus court pour le mener à destination (Gaborieau, 2012). Ces plateformes imposent une connexion et une disponibilité permanente, et même un travail affectif car les clients notent bien souvent le service effectué (Casilli, 2019, p. 108).

Une récente enquête sur les livreurs à vélo de Foodora à Turin confirme ses propos critiques : contrôle des prestations, géolocalisation, accélération, chantage des gestionnaires par le recrutement permanent (Leonardi *et al.*, 2020). Mais pour les auteures, l'algorithme n'est pas un châtiment perpétuel mais bien un « champ de bataille ». Un livreur apprend par exemple que le fait de rouler plus lentement dans certaines longues courses lui permet d'éviter l'assignation de tâches pressantes (Leonardi *et al.*, 2020, p. 77). Des trajets alternatifs sont également partagés entre livreurs. Cela rejoint les études du travail en entrepôt logistique (Gaborieau, 2017 ; Benvegno et Gaborieau, 2017) qui constatent que des travailleurs apprennent par cœur des codes de validation de tâches artificielles pour ainsi prendre du temps de repos. La maîtrise de la plateforme par les travailleurs peut parfois, pendant un certain moment, dépasser celle des gestionnaires. Il s'agit en quelque sorte de la même alternance entre intensification et réappropriation du travail identifié par Roy (2000). Comme dans le cas des luddites, les pratiques de sabotage s'accompagnent de revendications positives. Dans le cas de Foodora, un « chat » créé par les gestionnaires s'est rapidement transformé en place publique où les travailleurs pouvaient exprimer leur mécontentement et formuler des revendications. Ceux-ci ont également créé une page nommée « Foodora remboursement

dommages » sur un réseau social pour forcer la plateforme à rembourser les frais de manutention (Leonardi *et al.*, 2020, p. 79).

Cette auto-organisation a permis la lancée de différentes actions militantes, bien souvent clandestines (Leonardi *et al.*, 2020). D'autres luttes ont éclaté sur des plateformes comme YouTube ou Slack depuis (Casilli et Bouquin, 2020 ; Cohen et De Peuter, 2020). Et c'est bien souvent le travail social en réseau, par exemple dans des groupes Facebook, qui est présenté comme le moyen de bâtir un rapport de force pour saboter l'emprise du travail à la demande (voir aussi Jan, 2018). Selon cette logique, la maîtrise de plusieurs plateformes neutralise le pouvoir de celle qui nous emploie (Flichy, 2019, p. 195). Ces moyens de contourner les plateformes officielles seraient toutefois limités. Les travailleurs interviewés par Gaborieau (2012) essaient de travailler plus vite que l'algorithme pour « sortir du flux » pendant certains moments stratégiques, une pratique qui, au final, les rend malades.

Le sabotage subtil fait donc référence à la tension constitutive des nouveaux métiers « autonomes » créés par le capitalisme numérique : bien souvent, les salariés semblent aimer ces métiers mais leur marge d'action est limitée par des contraintes marchandes qui ne correspondent pas à leur idéal (McRobbie, 2018 ; Sandoval, 2016). Ces travailleurs et ces travailleuses peuvent être déprimés par ces contraintes mais aussi tenter de les détourner grâce à des alliances avec des collègues ou des stratégies de collaboration en ligne dont l'objectif est précisément d'« introduire clandestinement » (Bunce, 2017) leur idéal créatif ou contestataire. Le sabotage subtil est conçu ici non pas comme un rejet des dispositifs numériques mais bien comme leur réappropriation ou leur détournement vers des pratiques émancipatrices (Dosse, 2002). Le sabotage subtil consiste par conséquent à détourner les plateformes pour les remettre au service de « l'intelligence collective » (Pierre, 2013).

Le sabotage subtil invite à prendre ses distances avec l'idée que le sabotage soit une pratique rétrograde où les salariés résistent à une innovation comme l'affirment les recherches en science de la gestion. Au contraire, le sabotage serait lié à la mise en place de procédures alternatives par les travailleurs et les travailleuses, qui leur permettent de regagner en autonomie sur les lieux de travail ou encore de réaligner la production avec leurs valeurs (Chadha et Wells, 2016 ; Hodson, 1995, p. 89). Ces pratiques de résistance subtile présupposent toutefois que tous les travailleurs et les travailleuses ont les compétences et la volonté de se réappropriier les dispositifs numériques. Or, pour

bien des gens déqualifiés par et dans cette nouvelle économie, l'enjeu n'est pas la réappropriation mais bien la déconnexion ou le non-usage.

LA RÉSISTANCE AUX TECHNOSCIENCES : SE DÉCONNECTER, RALENTIR, FUIR.

Une des grandes caractéristiques du capitalisme numérique dans la littérature consacrée est que la technique sort de l'usine pour infiltrer la vie quotidienne des travailleurs. Les machines intelligentes feraient maintenant partie de nos vies et colonisent la sphère domestique, amicale ou amoureuse, bref l'ensemble des rapports sociaux (Hardt et Negri, 2013). Et loin d'améliorer la qualité de ces rapports sociaux, les techniques accélèrent plutôt nos rythmes de vie, elles reconfigurent notre rapport au temps et à l'espace, nos attentes et le champ des possibilités (Rosa, 2014). De plus en plus de penseurs critiques (Vioulac, 2018 ; Freitag, 2011) invoquent une résistance, non plus aux machines, mais à la rationalité cybernétique, c'est-à-dire une résistance aux technosciences, définies comme l'alliance entre la science et la technique pour des fins opératoires de performance déconnectés des processus délibératifs (Hottois, 2006). Comme le dit Jarrige :

La contestation des machines par les artisans refusant la perte de leur autonomie et de leurs savoir-faire au début du XIX^e siècle a laissé la place à des critiques plus globales des macrosystèmes techniques et de ces hybrides que sont les nouveaux « objets-naturels » modifiés à des fins productives (Jarrige, 2014, p. 14).

Dans cette troisième acception, le sabotage fait l'objet d'une ouverture puisqu'il se définit plus largement comme la résistance à la soumission de la pratique sociale par le capital par les dispositifs numériques (comme l'internet des objets). Dans cette perspective, les TIC aujourd'hui ne sont plus tant des marchandises que des plateformes et des milieux qui tentent d'absorber les subjectivités humaines (*curation of the subjectivities*) (Steinhoff, 2018 p. 99 ; Merzeau, 2013). Dans cette configuration, la résistance la plus simple à un milieu ubiquitaire n'est pas tant la destruction¹⁰ que la fuite. C'est pourquoi les luttes se revendiquant du droit à la déconnexion ou du non-usage des

10. Un milieu ne se détruit pas, il a plutôt tendance à s'effondrer. C'est pourquoi la véritable menace des milieux numériques est plutôt la montée des catastrophes naturelles comme les incendies et les inondations qui ont le potentiel de saboter les centres de données (Malm, 2018).

TIC sont de plus en plus populaires pour faire face au capitalisme numérique (Jauréguiberry, 2014).

Le droit à la déconnexion réfère souvent dans les médias au fait qu'un salarié d'une entreprise aurait le droit de ne pas être connecté à ses outils numériques lors de son temps de loisir. En d'autres termes : je ne dois pas répondre aux courriels de mes supérieurs après ou avant mon quart de travail. Mais les recherches de Francis Jauréguiberry et son équipe qui travaillent depuis vingt ans sur le sujet démontrent bien que la déconnexion n'est pas une pratique ou une revendication qui touche seulement le monde du travail mais aussi de plus en plus la vie quotidienne (Jauréguiberry, 2014, 2019).

« C'est parce qu'il y a trop de branchements, trop de connexions, trop d'interpellations, trop de simultanéité, trop de bruits et trop d'informations qu'un désir de déconnexion apparaît » (Jauréguiberry, 2014, p. 21). La déconnexion est envisagée en premier lieu comme un besoin de s'échapper de l'emprise des dispositifs numériques : ceux-ci ne font pas que nous interpellent constamment, ils finissent par nous harceler. Les plateformes et leurs nombreuses alertes qui brouillent travail et vie privée tendent à créer une « surchauffe occupationnelle » qui, si elle n'est pas maîtrisée, peut mener à des maladies professionnelles comme le surmenage ou la dépression (Jauréguiberry, 2014, p. 27). Mais le désir de se déconnecter ne provient pas d'une simple envie de fuite pour se reposer, non, les gens qui désirent se déconnecter le font aussi pour se retrouver. Les gens se déconnecteraient pour « faire le point », pour créer un dialogue de « soi à soi » réflexif, ou encore sur les lieux de travail pour retrouver une autonomie (Jauréguiberry, 2014, p. 21). Encore une fois, il ne s'agit pas de renoncer aux techniques, « mais d'essayer d'en maîtriser l'usage en instaurant des coupures, des sas temporels, des mises à distance » (Jauréguiberry, 2014, p. 31), le tout pour saboter le désir des plateformes de subsumer en tout temps les interactions de leurs utilisateurs.

Considérant que la déconnexion est *a priori* une pratique de consommateur, on pourrait penser que ce geste ne concerne plus le monde du travail et donc n'est pas réellement du sabotage. Or, si l'on suit Casilli (2019), le travail est maintenant de plus en plus fragmenté et prend des formes de moins en moins traditionnelles. Plusieurs auteurs parlent par exemple de la montée du travail de consommation, des tâches fragmentaires qui sont prises en charge par des consommateurs (Huws, 2014 ; Dujarier, 2008). La déconnexion touche ici toutes les formes de vie qui sont véritablement du travail même si elles sont mises hors travail ou du moins « en dehors des modalités classiques de la

relation d'emploi » (Casilli, 2019, p. 26). Casilli considère que dans le capitalisme numérique les travailleurs du clic sont rappelés à l'ordre avec des « *call to action* »¹¹, des alertes qui rappellent constamment le travail à faire, peu importe l'heure du jour ou de la nuit (une notification, un courriel, une sonnerie). La déconnexion concerne ainsi toujours la reconquête d'un temps pour soi hors de la soumission du capital.

La déconnexion sur les lieux de travail, quant à elle, permettrait de préserver les compétences et à favoriser l'expérience par rapport aux mécanismes quantitatifs d'imposition de rendements¹². Pierre Henrichon rappelle que les travailleurs sociaux, les physiothérapeutes et les infirmières du centre intégré de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île de Montréal ont collectivement refusé de remplir les tableaux de bord de rendement lors de la réforme du service public de 2014. Ce geste visait à affirmer l'importance d'entretenir des liens avec les patients en sabotant les impératifs de quantification des tâches comme les formulaires à remplir, les notices d'emploi de nouveaux logiciels, les planifications à établir, les tableaux de bord à consulter, les réunions de reddition de comptes auxquelles participer : « autant de contraintes qui minent leurs aptitudes à mobiliser le maximum de leur temps disponible pour s'acquitter de leur mission professionnelle première » (Henrichon, 2020, p. 105).

Un pas de plus que la déconnexion dans la résistance aux technosciences se situe dans les pratiques de « non-usages » des TIC (Kim et Kankanhalli, 2009 ; Granjon, 2010). Des recherches avancent que de plus en plus de personnes cesseraient d'utiliser les TIC pour diverses raisons. Si à la fin du XX^e siècle les théoriciens libéraux considéraient les « abandonnistes » comme des dinosaures qui n'auraient pas acquis assez de ressources (économiques, éducatives, relationnelles, etc.) pour réellement embrasser les innovations, les chercheurs s'intéressant aux non-usages dressent un portrait beaucoup plus nuancé des différentes pratiques d'abandon, par exemple les abandonnistes volontaires, involontaires ou les exclus (Granjon, 2010). Wyatt, Thomas et Terranova

11. Comme le dit Casilli, avec ces appels à l'action, « l'utilisateur est alors mis au travail dans la mesure où ces commandes créent des formes de subordination, au sens étymologique du terme. L'utilisateur est mis "sous les ordres" du processus automatique et, derrière celui-ci, de ceux qui l'ont programmé » (Casilli et Bouquin, 2020, p. 8).

12. De manière plus large, les pratiques de « travail lent » (*slow work*) sont aussi des exemples qui invoquent l'importance de la déconnexion pour décélérer le travail (Berg et Seeber, 2016 ; Rosa, 2014).

(2002) définissent en ce sens quatre types de non-usage : les *rejecters* (abandon par choix personnel), les *expelled* (abandon par choix involontaire), les *excluded* (non accès aux infrastructures) et les *resisters* (les résistants). Cette dernière catégorie rejoint parfaitement la notion de résistance aux technosciences telle que je l'envisage ici. Les résistants étaient auparavant connectés, mais ils ont volontairement choisi de ne plus utiliser les dispositifs numériques pour protester contre son coût trop élevé ou encore par principe pour s'opposer à la surveillance généralisée (Wyatt, Thomas et Terranova, 2002, p. 36). Surtout, ces résistants, notent les auteurs, ont développé des sources d'information et de communication alternatives qui ne relèvent pas de la connexion permanente (Wyatt *et al.*, 2002, p. 36). Encore une fois, les non-usagers ne sont pas considérés comme largués mais bien comme reconquérant une certaine forme de vie alternative (Granjon, 2010).

Ces derniers développements s'accordent parfaitement avec le sabotage tel que défini par le mouvement du marxisme autonomiste. Dans un texte datant de 1977, Negri défend que le sabotage représente toute pratique de l'ouvrier qui l'autovalorise, c'est-à-dire qui le sort du carcan de l'usine (Negri, 2019) : « Ce que cherche le sabotage est l'indépendance de la classe ouvrière vis-à-vis du capital et, à l'intérieur de cette séparation, l'unité prolétarienne du divers, l'intersection entre ouvrier d'usine et travailleur social » (Lassere *et al.*, 2019). Les autonomistes appelaient les ouvriers à former des cercles de contre-socialisation ouvrière ou encore à s'organiser en bande dans des squats, ce qui visait précisément à saboter la soumission capitaliste. Les pratiques de déconnexion ou de non-usage peuvent rejoindre cette volonté d'expérimentation d'une vie communautaire et de nouveaux rapports humains (Allavena, 2020, p. 159). Encore faut-il que ces pratiques ne soient pas que des façons de se « recharger » et ainsi de replonger plus intensément dans le travail par la suite (Rosa, 2014).

CONCLUSION : SABOTER, RECONQUÉRIR L'AUTONOMIE

Pour Castoriadis le but de la politique est l'autonomie de la collectivité qui ne peut se réaliser qu'avec l'auto-institution et l'autogouvernement de la société par ses sujets politiques, bref par « la possibilité effective de participer à la formation de la loi » (Castoriadis, 1996, p. 226-227). Or la montée en puissance du capitalisme de plateforme et de l'automatisation cybernétique des développements technologiques qui lui sont associés représentent, pour les philosophes critiques, exactement l'inverse. La liberté humaine se réduit de

plus en plus « en comportement adaptatif de type réactif ou behavioriste » (Freitag, 2011, p. 16). Vioulac dit la même chose : le sujet dominé par les dispositifs algorithmiques est schizophrène, il est déconnecté des médiations concrètes pour être directement rétroactivement déterminé par le code, le prix, le spectacle, etc.

Alors qu'une société s'institue en communauté par le langage comme fondement de l'intersubjectivité – d'où l'importance de la poésie puis de l'écriture – un dispositif s'impose par le code, fondement d'une interobjectivité qui peut ainsi se systématiser et s'autonomiser en court-circuitant le sujet de parole ou de discours (Vioulac, 2018, p. 213).

Le sujet évoluant sous le capitalisme numérique serait donc maintenu dans un état où il devrait constamment réagir et s'adapter à la demande des différents dispositifs. Le capitalisme numérique ne pacifie pas les relations sociales, au contraire, en nous bombardant d'alertes, il finit par produire un effet de surchauffe et d'épuisement. Les trois pratiques de sabotage présentées dans cet article, bien qu'elles représentent des stratégies différentes et parfois contradictoires de la part des travailleurs et des travailleuses, ont en partage une volonté de retrouver une certaine autonomie ou un certain contrôle face à un monde numérisé qui semble leur échapper.

Face au déclin de leurs traditions, de leurs coutumes et de leur économie morale, les paysans luddites de la fin du XVIII^e siècle sabotaient, selon les travaux discutés dans cet article, pas par obscurantisme, mais bien par espoir qu'une trajectoire alternative pouvait être envisagée (Jarrige, 2014). Les nouveaux saboteurs ont de nouvelles tactiques, ils brisent moins qu'ils détournent ou se déconnectent, mais ils peuvent encore se regrouper autour de cette volonté de reprendre en main leur forme de vie. Le manifeste néo-luddiste publié en 1990 mettait en avant l'idée qu'il ne fallait pas moins de technique, mais davantage de techniques d'inspiration populaire (Bourdeau *et al.*, 2006b, p. 163 ; Glendinning, 1990) : des techniques décentralisées, flexibles, non irréversibles et qui s'agencent avec leur milieu écologique et communautaire.

RÉFÉRENCES

- ABDELNOUR S., BERNARD S. (2018), « Vers un capitalisme de plateforme ? Mobiliser le travail, contourner les régulations. Présentation du Corpus », *La Nouvelle revue du travail*, n° 13, [En ligne] disponible à l'adresse : <https://journals.openedition.org/nrt/3797> (consulté le 01/09/2020).
- ALBERTELLI S. (2016), *Histoire du sabotage*, Paris, Perrin.
- ALLAVENA J. (2020), *L'hypothèse autonome*, Paris, Éditions Amsterdam.
- AMBROSE M. L., SEABRIGHT M. A., SCHMINKE M. (2002), « Sabotage in the workplace: The role of organizational injustice », *Organizational Behavior and Human Decision Processes*, vol. 89, n° 1, p. 947-965.
- ANALOUÏ F. (1995), « Workplace sabotage: Its styles, motives and management », *Journal of Management Development*, vol. 14, n° 7, p. 48-65.
- BENVEGNÙ C., GABORIEAU D. (2017), « Produire le flux : l'entrepôt comme prolongement d'un monde industriel sous une forme logistique », *Savoir/Agir*, vol. 39, n° 1, p. 66-72.
- BERG M., SEEGER B. K. (2016), *The slow professor: Challenging the culture of speed in the academy*, Toronto, University of Toronto Press.
- BÉROUD S. (2010), « Violence et radicalité dans les conflits du travail : quelques pistes d'analyses », in NDIAYE A., FERRAND-BECHMANN D. (dir.), *Violences et société, Regards sociologiques*, Paris, Desclée de Brouwer, p. 147-163.
- BIHOUIX P. (2014), *L'Âge des low tech. Vers une civilisation techniquement soutenable*, Paris, Seuil.
- BOUQUIN S. (2011), « La question des résistances au travail dans la sociologie du travail française », *Actuel Marx*, vol. 49, n° 1, p. 60-72.
- BOURDEAU V., JARRIGE F., VINCENT J. (2006a), *Les luddites : bris de machines, économie politique et histoire*, Alfortville, Éditions è®e.
- BOURDEAU V., JARRIGE F., VINCENT J. (2006b), « Le passé d'une désillusion : les luddites et la critique de la machine », *Actuel Marx*, vol. 39, n° 1, p. 145-165.
- BOYER R. (2004), *Théorie de la régulation : les fondamentaux*, Paris, La Découverte.
- BRAVERMAN H. (1976), *Travail et capitalisme monopoliste*, Paris, Maspero.
- BROWN G. (1977), *Sabotage. A Study in Industrial Conflict*, Nottingham, Spokesman Books.
- BRYAN D., MARTIN R., RAFFERTY M. (2009), « Financialization and Marx: Giving labor and capital a financial makeover », *Review of Radical Political Economics*, vol. 41, n° 4, p. 458-472.

- BUNCE M. (2017), « Management and resistance in the digital newsroom », *Journalism*, vol. 20, n° 7, p. 890-905.
- CARDON D., CASILLI A. A. (2015), *Qu'est-ce que le digital labor ?*, Bry-sur-Marne, INA.
- CARROLL W. K., SAPINSKI J. P. (2018), *Organizing the 1%: How corporate power works*, Winnipeg, Fernwood Publishing.
- CASILLI A. A. (2019), *En attendant les robots : enquête sur le travail du clic*, Paris, Seuil.
- CASILLI A. A., BOUQUIN S. (2020), « Il n'y a pas d'automatisation sans microtravail humain », *Les Mondes du travail*, n° 24-25, p. 3-21.
- CASTORIADIS C. (1996), *La montée de l'insignifiance*, Paris, Seuil.
- CHADHA K., WELLS R. (2016), « Journalistic responses to technological innovation in newsrooms: An exploratory study of Twitter use », *Digital Journalism*, vol. 4, n° 8, p. 1020-1035.
- COHEN N. S., DE PEUTER G. (2020), *New Media Unions: Organizing Digital Journalists*, New York, Routledge.
- CRINO M. D. (1994), « Employee sabotage: A random or preventable phenomenon? », *Journal of Managerial Issues*, vol. 6, n° 3, p. 311-330.
- DICK P. K. (2019)^o[1970], *Ubik*, Paris, Robert Laffont.
- DOSSE F. (2002), « L'art du détournement. Michel de Certeau entre stratégies et tactiques », *Esprit*, vol. 282, n° 3-4, p. 206-222.
- DUBOIS P. (1976), *Le sabotage dans l'industrie*, Paris, Calmann-Lévy.
- DUHAIME E. (2020), « L'éternelle saison des amours : la soumission virtuelle de la pratique sociale au capital », *Cahiers Société*, n° 2, p. 71-96.
- DUJARIER M.-A. (2008), *Le travail du consommateur. De McDo à eBay : comment nous coproduisons ce que nous achetons*, Paris, La Découverte.
- DURAND C. (2018), « L'envers de l'économie numérique : un capitalisme intellectuel monopoliste », *Note de recherche de l'IFRIS*, n° 7, [en ligne] disponible à l'adresse : <https://ifris.org/wp-content/blogs.dir/1/files/2018/05/WP7-C%C3%A9dric-Durand.pdf> (consulté le 15/09/2020).
- DURAND C. (2020), *Techno-féodalisme*, Paris, La Découverte.
- DURAND-FOLCO J. (2020), « Réflexions sur l'impérialisme américain et le capitalisme algorithmique », *L'Esprit Libre*, 2 septembre, [en ligne] disponible à l'adresse : <https://revuelespritlibre.org/reflexions-sur-limperialisme-americain-et-le-capitalisme-algorithmique> (consulté le 01/09/2020).
- ELLUL J. (1977), *Le système technicien*, Paris, Calmann-Lévy.
- FLICHY P. (2019), « Le travail sur plateforme », *Réseaux*, vol. 213, n° 1, p. 173-209.

FOSTER J. B., MCCHESENEY R. W. (2014), « Surveillance capitalism: Monopoly-finance capital, the military-industrial complex, and the digital age », *Monthly Review*, vol. 66, n° 3, p. 1-31.

FRANCE CULTURE (2017), « Pourquoi ne brise-t-on plus les machines ? », *France Culture*, 3 avril. [en ligne] Disponible à l'adresse : <https://www.franceculture.fr/emissions/la-vie-numerique/pourquoi-ne-brise-t-plus-les-machines> (consulté le 01/09/2020).

FREITAG M. (2011), *L'abîme de la liberté. Critique du libéralisme*, Montréal, Liber.

FUCHS C. (2010), « Labor in Informational Capitalism and on the Internet », *The Information Society*, vol. 26, n° 3, p. 179-196.

FUCHS C. (2012), « Google capitalism », *TripleC – Journal for a Global Sustainable Information Society*, vol. 10, n° 1, p. 42-48.

FUCHS C. (2014), « Digital presumption labour on social media in the context of the capitalist regime of time », *Time & Society*, vol. 23, n° 1, p. 97-123.

FUCHS C. (2020), « Towards a critical theory of communication as renewal and update of Marxist humanism in the age of digital capitalism », *Journal for the Theory of Social Behaviour*, [en ligne] disponible à l'adresse : <https://onlinelibrary-wiley-com.proxy.bibliotheques.uqam.ca/doi/10.1111/jtsb.12247> (consulté le 01/08/2020).

FUCHS C., MOSCO V. (dir.), (2015), *Marx in the age of digital capitalism*, Leyde, Brill.

GABORIEAU D. (2012), « Le nez dans le micro. Répercussions du travail sous commande vocale dans les entrepôts de la grande distribution alimentaire », *La Nouvelle revue du travail*, n° 1, [en ligne] disponible à l'adresse : <https://journals.openedition.org/nrt/240> (consulté le 01/08/2020).

GABORIEAU D. (2017), « Quand l'ouvrier devient robot : représentations et pratiques ouvrières face aux stigmates de la déqualification », *L'Homme et la Société*, vol. 205, n° 3, p. 245-268.

GAMBONI D. (1997), *The Destruction of Art: Iconoclasm and Vandalism Since the French Revolution*, London, Reaktion Books.

GIESBERG J. (2001), « The role of communication in preventing workplace sabotage », *Journal of Applied Social Psychology*, vol. 31, n° 12, p. 2439-2461.

GLENDINNING C. (1990), « Notes toward a Neo-Luddite Manifesto », *Theanarchistlibrary.org*, [en ligne] disponible à l'adresse : <https://theanarchistlibrary.org/library/chellis-glendinning-notes-toward-a-neo-luddite-manifesto> (consulté le 01/08/2020).

GRANJON F. (2010), « Le “non-usage” de l'internet : reconnaissance, mépris et idéologie », *Questions de communication*, n° 18, p. 37-62.

- HALART S., EZCURRA M. P. (dir.) (2016), *Sabotage art: politics and iconoclasm in contemporary Latin America*, New York, Bloomsbury Publishing.
- HARDT M., NEGRI A. (2013), *Déclaration : Ceci n'est pas un manifeste*, Paris, Raisons d'Agir.
- HENRICHON P. (2020), *Big Data : faut-il avoir peur de son nombre ?*, Montréal, Écosociété.
- HOBSBAWM E. J. (1967), *Labouring men: Studies in the history of labour*, New York, Anchor Books.
- HODSON R. (1995), « Worker resistance: An underdeveloped concept in the sociology of work », *Economic and Industrial Democracy*, vol. 16, n° 1, p. 79-110.
- HOTTOIS G. (2006), « La technoscience : de l'origine du mot à ses usages actuels », *Recherche en soins infirmiers*, vol. 86, n° 3, p. 24-32.
- HUWS U. (2014), *Labor in the global digital economy: The cybertariat comes of age*, New York, New York University Press.
- ILLICH I. (1973), *La convivialité*, Paris, Seuil.
- JAN A. (2018), « Livrer à vélo... en attendant mieux », *La Nouvelle revue du travail*, n° 13, [en ligne] disponible à l'adresse : <https://journals.openedition.org/nrt/3803> (consulté le 01/08/2020).
- JARRIGE F. (2014), *Technocritiques : du refus des machines à la contestation des technosciences*, Paris, La Découverte.
- JAURÉGUIBERRY F. (2014), « La déconnexion aux technologies de communication », *Réseaux*, vol. 186, n° 4, p. 15-49.
- JAURÉGUIBERRY F. (2019), « Désir et pratiques de déconnexion », *Hermès, La Revue*, vol. 84, n° 2, p. 98-103.
- JONES S. E. (2006), *Against technology: From the Luddites to neo-Luddism*, New York, Routledge.
- KEUCHEYAN R. (2019), *Les besoins artificiels : comment sortir du consumérisme*, Paris, Zones.
- KIM H. W., KANKANHALLI A. (2009), « Investigating user resistance to information systems implementation: A status quo bias perspective », *MIS Quarterly*, vol. 33, n° 3, p. 567-582.
- KLEIN R. L., LEONG G. B., SILVA J. A. (1996), « Employee sabotage in the workplace: A biopsychosocial model », *Journal of Forensic Science*, vol. 41, n° 1, p. 52-55.
- LASSERE D. G., GASPARIAN J.-P., GIGNOUX C., POLLERI M. (2019), « Domination et sabotage. Entretien avec Antonio Negri », *Vacarme*, 16 mai, [en ligne] disponible à l'adresse : <https://vacarme.org/article3253.html> (consulté le 01/01/2021).

- LEONARDI D., ARMANO E., MURGIA A. (2020), « Plateformes numériques et formes de résistance à la subjectivité précaire », *Les Mondes du Travail*, n° 24-25, p. 71-83.
- MALM A. (2018), *The Progress of This Storm*, Londres, Verso.
- MARS G. (dir.), (2019), *Work Place Sabotage*, Londres, Routledge.
- MARX K. (1968) [1879], *Le Capital. Livre II et III*, Paris, Gallimard.
- MARX K. (1977) [1867], *Le Capital. Livre premier*, Paris, Éditions sociales.
- MCROBBIE A. (2018), *Be creative: Making a living in the new culture industries*, New York, John Wiley & Sons.
- MERZEAU L. (2013), « L'intelligence des traces », *Intellectica*, vol. 1, n° 59, p. 115-135, [en ligne] disponible à l'adresse : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01071211/file/Merzeau-Intellectica-intelligence-des-traces.pdf> (consulté le 01/01/2021).
- MITNICK K. D., SIMON W. L. (2009), *The art of intrusion: the real stories behind the exploits of hackers, intruders and deceivers*, New York, John Wiley & Sons.
- MORISSET V. (2009), « Du sabotage en architecture : les anti-projets de Didier Faustino », *Esse*, [en ligne] disponible à l'adresse : <https://esse.ca/fr/du-sabotage-en-architecture> (consulté le 01/01/2021).
- MUSSO P. (2017), *La religion industrielle. Monastère, manufacture, usine. Une généalogie de l'entreprise*, Paris, Fayard.
- NEGRI A. (2019), *Domination et sabotage : sur la méthode marxiste de transformation sociale*, Genève, Entremonde.
- NITZAN J., BICHLER S. (2012), *Le capital comme pouvoir : une étude de l'ordre et du créordre*, Paris, Max Milo.
- OCQUETEAU F. (2019), « “Guerre au terrorisme” : une croisade morale sous le regard critique des sciences sociales », *Revue française d'administration publique*, vol. 170, n° 2, p. 475-492.
- OUELLET M. (2020), « Marx et la critique de la technique : réflexions à partir des *Grundrisse* et du *Capital* », *Cahiers Société*, n° 2, p. 23-43.
- PIERRE L. (2013), *L'intelligence collective : pour une anthropologie du cyberspace*, Paris, La Découverte.
- PINEAULT É. (2008), « Quelle théorie critique des structures sociales du capitalisme avancé ? », *Cahiers de recherche sociologique*, n° 45, p. 113-132.
- PINSOLLE D. (2015), « Du ralentissement au déraillement : le développement du sabotage en France (1897-1914) », *Histoire, économie société*, vol. 34, n° 4, p. 56-72.
- ROCHET J. C., TIROLE J. (2003), « Platform competition in two-sided markets », *Journal of the European Economic Association*, vol. 1, n° 4, p. 990-1029.

- ROSA H. (2014), *Aliénation et accélération : vers une théorie critique de la modernité tardive*, Paris, La Découverte.
- ROY D. (2000), « Deux formes de freinage dans un atelier de mécanique : respecter les quotas et tirer au flanc. Précédé d'une présentation de JP Briand et JM Chapoulie », *Sociétés contemporaines*, vol. 40, n° 1, p. 29-56.
- SANDOVAL M. (2016), «Fighting Precarity with co-operation? Worker co-operatives in the cultural sector », *New Formations*, n° 88, p. 51-68.
- SAWYER M. C. (1985). *Economics of Michal Kalecki*, New York, Macmillan.
- SCHOLZ T. (2016), *Überworked and Underpaid: How Workers Are Disrupting the Digital Economy*, Cambridge, Polity Press.
- SHORTER E. L., TILLY C. (1971), « Le déclin de la grève violente en France de 1890 à 1935 », *Le mouvement social*, n° 76, p. 95-118.
- SRNICEK N. (2018), *Capitalisme de plateforme, L'hégémonie de l'économie numérique*, Montréal, Lux.
- STEINHOFF J. (2018), « Cognition On Tap: Capital's Theory of AI as Utility », *Digital Culture & Society*, vol. 4, n° 2, p. 89-104.
- STREAM (2008), « Le projet d'architecture comme stratégie », *Stream*, <https://www.pca-stream.com/fr/articles/le-projet-d-architecture-comme-strategie-82> (consulté le 01/01/2021).
- SWEEZY P., BARAN P. (1968), *Le capitalisme monopoliste*, Paris, Maspero.
- THOMPSON E. P. (2012) [1988], *La formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris, Points.
- VIOULAC J. (2018), *Approche de la criticité : philosophie, capitalisme, technologie*, Paris, Presses universitaires de France.
- WEIL S. (2002) [1951], *La condition ouvrière*, Paris, Gallimard.
- WRIGHT S. J. (2007), *À l'assaut du ciel : composition de classe et lutte de classe dans le marxisme autonome italien*, Genève, Entremonde.
- WYATT S. M., THOMAS G., TERRANOVA T. (2002), « They Came, They Surfed, They Went Back to the Beach: Conceptualizing Use and Non-Use of the Internet », in S. WOOLGAR (dir.), *Virtual Society? Technology, Cyberpole and Reality*, New York, Oxford University Press, p. 23-40.